



Contact : Demba Diedhiou
Chargé de mission au réseau transport et mobilité durable
transports@fne.asso.fr
ligne directe : 01 44 08 77 81

Madame Delphine Batho
Ministre de l'Ecologie, du Développement
durable et de l'Energie
Hôtel de Roquelaure
246, boulevard Saint-Germain
75007 Paris

N/Réf. : FB/1210012

Paris, le 15 octobre 2012

Objet : Demande d'un débat public des projets d'infrastructures de transport des territoires alpins de Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes.

Madame la Ministre,

Le projet de traversée alpine (Lyon – Turin), initialement inscrit dans le Schéma Directeur National des Liaisons Ferroviaires à Grande Vitesse du 14 mai 1991, n'a jamais fait l'objet d'un débat public organisé par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP).

En constatant le foisonnement et les lacunes des études contradictoires et surtout de l'impérative nécessité de prendre en compte la problématique du fret sur l'ensemble des Alpes y compris la méditerranée, France Nature Environnement (FNE) avait demandé à la CNDP un débat public le 2 octobre 2001. Cette demande portait sur l'ensemble de la problématique des transports alpins franco-italien en y incluant le transport maritime. Malheureusement, la demande n'a jamais été satisfaite.

Depuis se sont ajoutés les projets de la Ligne à Grande Vitesse (LGV) PACA et de sa continuité sur Vintimille et du tunnel du Montgenèvre en continuité de la ligne ferroviaire du Val de Durance depuis Briançon à Oulx.

Parallèlement à ces projets ferroviaires, les pressions pour l'accroissement des capacités routières à travers les Alpes sont très fortes et une étude est même en cours pour l'ouverture à la circulation de la galerie sécurité, en construction, du tunnel routier de Fréjus (A43). La demande de doublement du tunnel du Mont-Blanc a été ouvertement prononcée du côté italien et le doublement du tunnel de Tende, entre Nice et Cuneo, est également projeté.

Enfin, la ligne historique du Mont-Cenis, modernisée dans le cadre du corridor D Européen, offre des capacités ferroviaires importantes non-exploitées, en particulier par la technique de ferroutage toujours balbutiante (voir rapport de la Cour des comptes de février 2012).

Les vallées et traversées alpines sont particulièrement soumises aux pollutions d'oxydes d'azote (NOx) et aux particules fines (PM) essentiellement en provenance des véhicules diesel. Nous savons que pour l'essentiel, ces pollutions sont principalement d'origine routière.

Malgré cela, on continue à vouloir des contournements autoroutiers ou des améliorations de capacité dans les principales aires urbaines (Chambéry, Grenoble, Marseille, Nice) ainsi que de nouvelles liaisons à caractéristiques autoroutières (Annemasse ↔ Thonon-les-Bains, A51 Grenoble ↔ Sisteron) ou augmentation de leur capacité (A43 entre Lyon et Chambéry, A48 entre Bourgoin-Jallieu et Grenoble).

Les investissements nécessaires pour ces différents projets sont colossaux, et compte tenu de la situation économique européenne et de la France en particulier, il sera nécessaire de faire des choix en prenant en compte l'intérêt général et également des réelles perspectives de trafic dans les décennies à venir.

Simultanément la demande d'amélioration du réseau ferroviaire existant en particulier pour le développement des TER et Tram-Trains et de la nécessité de développer les nouveaux services de fret ferroviaires de proximité devient explosive.

C'est pourquoi, nous vous demandons donc de bien vouloir organiser un débat public des projets d'infrastructures de transport des territoires alpins de Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes.

Il nous semble qu'un travail approfondi et objectif de tous les grands projets d'infrastructures de transport urbains et interurbains des territoires alpins de Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes permettra de mettre en avant des solutions convenablement répartis sur tout ce territoire.

Ce débat doit permettre à toutes les parties prenantes de ce dossier de pouvoir s'exprimer et en particulier la population concernée qui a, à notre avis, été tenue à l'écart des orientations prises.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer Madame la Ministre, nos très respectueuses et sincères salutations.



Jean-Claude Béviillard
Vice-président de France Nature Environnement
Président par intérim